



attac

Retraites, austérité, Grèce...

LES REQUINS ONT TOUJOURS FAIM

Les requins de la finance ne sont pas rassasiés. Depuis trente ans ils se sont pourtant régalez : privatisations, flexibilité, baisses d'impôts et de cotisations, compression des budgets sociaux, tout a été fait pour garantir leur festin. Les dividendes des actionnaires ont explosé, la rentabilité du capital est restée au top malgré la crise. Mais ils en veulent toujours plus.

LE DÉFICIT DES RETRAITES, C'EST EUX

Chacun le reconnaît, même TF1 : ce sont les spéculateurs qui ont provoqué la crise financière par leurs comportements prédateurs. Ils doivent leur survie aux États qui ont injecté des centaines de milliards d'euros et de dollars. La récession a achevé de faire exploser les déficits publics : ainsi en France, le déficit des retraites est passé de 2 milliards en 2006 à 32 milliards en 2010. Aucun rapport avec la démographie, qui n'évolue pas à cette vitesse : c'est le recul de l'emploi et des salaires qui a fait s'effondrer les cotisations de retraite. Cotisations déjà bien entamées par 15 ans d'exonérations consenties soi-disant pour favoriser l'emploi, en fait pour gonfler les profits.

ILS MORDENT LA MAIN QUI LES NOURRIT

Les requins se retournent maintenant contre leurs sauveurs. Car les États, pour financer les déficits, ont choisi de s'endetter auprès de ces mêmes marchés financiers fauteurs de crise. Les banques et les fonds d'investissement spéculatifs demandent 3 % d'intérêt à l'Allemagne et à la France, 6 % au Portugal et 12 % à la Grèce. Alors qu'ils empruntent à 1 % à la Banque centrale européenne... Autant de pris sur le contribuable ! Mais ils sont inquiets : les États pourront-ils continuer à les gaver ? Ils déchaînent leur spéculation contre la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'euro. Nicolas Sarkozy l'a dit plusieurs fois « en privé », et les commentateurs le répètent tous les jours : il faut vite réformer les retraites pour rassurer les marchés financiers.

LA FIN DE LA RETRAITE À 60 ANS, UN CADEAU POUR LES REQUINS

Car le simple allongement de la durée de cotisation, déjà expérimenté en 1993 et 2003, ne suffit plus aux prédateurs

de la finance et du Medef : comme l'a montré le Conseil d'orientation des retraites, repousser l'âge légal de départ est plus rentable à court terme pour eux. Il ne s'agit pas d'assurer la pérennité des retraites à long terme mais de taper fort et tout de suite. Les victimes seront les salariés âgés, surtout ouvriers et employés, qui s'accrochaient tant bien que mal pour parvenir valides à 60 ans. Mais aussi les chômeurs et malades qui, munis d'allocations insuffisantes, attendaient 60 ans pour liquider leur retraite. Les femmes, aux carrières souvent incomplètes et aux salaires plus faibles. Et tous ceux qui ont des fins de carrière difficiles.

LES MENSONGES DE LEUR PROPAGANDE S'EFFRITENT

- L'obsession du « travailler toujours plus » n'est plus crédible : personne n'obligerait les entreprises à embaucher les salariés âgés dont elles se débarrassent aujourd'hui dès 55 ans. Si par miracle elles le faisaient, ce serait au détriment des jeunes, et en n'offrant aux plus âgés qu'un avenir de petits boulots.

- Pour financer les retraites il faut aussi se rendre à l'évidence : ce n'est pas l'argent qui manque. Encore faut-il aller le chercher là où il est : pas dans la poche des retraités, mais dans les profits des entreprises et les revenus des actionnaires. L'économiste Patrick Artus, proche des milieux financiers, le dit lui-même : imposer le capital au même titre que le travail rapporterait 100 milliards d'euros.

- L'irresponsabilité du « plan de sauvetage » de l'Europe apparaît au grand jour, même aux yeux des spéculateurs : l'austérité imposée partout par l'Union européenne, ses gouvernements et le FMI de Strauss-Kahn enfoncera encore davantage les pays dans la crise et pourrait aboutir à un effondrement européen catastrophique.

**POUR EN SORTIR NOUS DEVRONS IMPOSER,
PAR NOS LUTTES SOCIALES EN FRANCE ET EN EUROPE :**

- une réforme fiscale qui taxe dès maintenant les profits et les revenus financiers ;
- une taxation des transactions financières et une limitation drastique de la liberté de spéculer ;
- une augmentation régulière des cotisations sociales employeur pour financer la retraite par répartition face aux évolutions démographiques de long terme ;
- l'arrêt des plans d'austérité partout en Europe, la mise en place de politiques monétaires et budgétaires coopératives qui court-circuitent les marchés financiers ;
- contre le chômage, une réduction générale du temps de travail, avec des programmes coordonnés d'investissement dans les alternatives énergétiques et la transition écologique.

Déjà plus de 50 000 signatures pour l'appel initié par Attac et la Fondation Copernic :

« Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites »
(<http://exigences-citoyennes-retraites.net>)